



# Brèves de l'OMC

Une publication de la Délégation permanente de la France auprès de l'OMC

Novembre  
Décembre  
2023  
N° 08

## Editorial : « La négociation agricole face aux urgences alimentaire et climatique »

Fruit d'une longue négociation, l'Accord sur l'agriculture de l'OMC de 1995 a acté une réduction progressive sur 1996-2001 des droits de douane et, pour les pays qui en attribuaient alors, des droits aux soutiens distorsifs qui entravent l'allocation des ressources. Il a défini les critères des soutiens non distorsifs et engagé une baisse graduelle des subventions aux exportations. Il est encore aujourd'hui le cadre du commerce mondial agricole.

L'engagement de l'accord à poursuivre le processus de réforme s'est enlisé avec l'ensemble des négociations du Cycle de Doha pour le développement de l'OMC lancé en 2001. Des accords ciblés ont néanmoins été obtenus : droit temporaire pour les PED de conserver des programmes de stocks publics, incluant un soutien de prix, à des fins de sécurité alimentaire en 2013 ; fin des subventions aux exportations en 2015 ; engagement à ne pas entraver les achats de denrées du Programme alimentaire mondial (PAM) en 2022.

**Dans la perspective de la 13<sup>ème</sup> conférence ministérielle (CM13), la discussion s'est engagée sous le signe de la sécurité alimentaire. Ce thème fédérateur permettra-t-il d'enclencher une nouvelle dynamique ?** Cela semble peu probable, tant les acteurs conservent des positions divergentes.

L'Inde, dans une proposition soutenue par près de 80 PED, demande avec insistance comme préalable que la solution temporaire sur les stocks publics devienne définitive. Elle y voit une réponse à l'insécurité alimentaire. Pourtant les stocks publics sont une forme coûteuse de soutien que nombre de pays n'ont pas les moyens de mettre en place, qui peuvent être distorsifs et nécessiteraient des garanties contre le contournement des règles (ré-export). Les pays africains rappellent aussi leurs demandes sur le coton et en faveur d'une sauvegarde spéciale face à des baisses brutales du prix des importations.

Fervent opposant à la demande indienne, le groupe de Cairns (pays agro-exportateurs) a déposé une proposition globale qui prévoit une réduction progressive de tous les soutiens distorsifs. Elle inclut des flexibilités pour les PED. Pour certains pays majeurs de ce groupe, une avancée globale sur l'agriculture à la CM13 est présentée comme une précondition à tout accord.

**Une avancée limitée paraît plus réaliste.** Constatant que les restrictions aux exportations contribuent aux difficultés d'approvisionnement dans les pays vulnérables, il apparaît utile que les membres qui y recourent respectent strictement les règles de l'OMC (durée, transparence). L'UE soutient une proposition du Royaume-Uni en ce sens et promeut par ailleurs une amélioration de la transparence sur les thèmes de la compétition à l'export.

Mais l'essentiel devrait être ailleurs. A la COP28, 159 pays se sont engagés à inclure l'agriculture et l'alimentation dans leurs plans climat. Plus que jamais, **les Membres de l'OMC devraient dépasser leurs divergences anciennes et réfléchir aux disciplines commerciales qui permettraient d'allier transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables et sécurité alimentaire.**

Maria COSME  
Conseillère Agriculture et Pêche

Editorial  
p. 1

Négociations  
multilatérales  
p.2

Négociations  
plurilatérales  
p. 3

Zoom  
p. 4

Activités  
régulières de  
l'Organisation  
p.4

Activités de la  
France à l'OMC  
p. 13

Vie de la  
Délégation  
p. 14

Calendrier de  
l'OMC  
p. 14

### Septième « semaine pêche » du 6 au 10 novembre 2023

Les négociations pêche à l'OMC visent à compléter l'accord sur les subventions de juin 2022 avec des disciplines portant sur les subventions à la surcapacité et à la surpêche (SCSP), en application de l'ODD 14.6 qui vise l'élimination des subventions nuisibles à la pêche.

Les discussions se sont poursuivies, sur la base de la proposition du président du 4 septembre 2023 (RD/TL/RN/174). Trois sessions thématiques ont porté sur la

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

liste des subventions, sur le de minimis exprimé en valeur de subventions et sur l'approche hybride.

La semaine du 20 novembre, deux sessions ont eu lieu sur le texte du président. La semaine du 27 novembre, une session sur les deux niveaux d'exigences et une autre sur la forme légale du futur accord (quelle articulation avec l'accord du juin 2022 ?) se sont réunies.

### Comité sur l'agriculture en session extraordinaire - 20 et 21 novembre 2023

Les membres du groupe de Cairns ont présenté leur proposition visant la réduction progressive de tous les soutiens distorsifs (JOB/AG/243rev1). La proposition transforme en projet de décision ministérielle, le papier du Costa Rica de juin (JOB/AG/243).

Les pays africains et l'Inde continuent de promouvoir leurs propositions sur les stocks publics (JOB/AG/229) et sur la réduction des soutiens, qui assure en particulier le maintien des possibilités de l'article 6.2 (JOB/AG/242).

L'Inde est intervenue sur le prix de référence externe. L'Accord sur l'agriculture, qui impose de comparer un prix administré actuel au prix moyen mondial de la période 1986-88, paraît inadapté.

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

Quatre pays (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) ont présenté une proposition sur l'accès au marché (JOB/AG/255). Elle reprend les éléments proposés lors du cycle de Doha avec une réduction d'autant plus forte que les droits de douane sont plus élevés.

Sur le coton, les pays du C4 (Tchad, Bénin, Burkina Faso, Mali) et la Côte d'Ivoire ont mis sur la table une proposition (TN/AG/GEN/53) comportant la réduction des soutiens et un accès « duty free quota free » pour les PMA.

Une discussion sur les restrictions à l'exportation vise à rapprocher les trois propositions complémentaires qui sont sur la table, celle du Royaume-Uni (JOB/AG/250), des PMA (JOB/AG/251) et du Japon (JOB/AG/252).

### Mini-ministérielle sur l'agriculture - 28 novembre 2023

La mini-ministérielle agricole s'est déroulée sous l'égide du ministre du commerce des EAU, M. Thani bin Ahmed AL ZEYOUDI qui présidera également la 13<sup>ème</sup> conférence ministérielle (CM13). La DG OMC a participé. Les participants étaient invités à s'exprimer sur l'enjeu suivant : « Constatant que les membres sont divisés, certains souhaitant une approche globale et d'autre un résultat limité sur des sujets prioritaires, quelle orientation politique envisagez-vous pour réconcilier les points de vue ? ».

Vingt-cinq pays se sont exprimés. Les positions ont confirmé le défaut de convergence. Un groupe conséquent de pays souhaitent un résultat immédiat sur les stocks publics tandis que d'autres membres ne peuvent envisager de réponse sur ce sujet que dans le cadre d'une refonte globale des soutiens, organisant leur réduction. Quelques pays plaident pour un résultat à court terme réaliste et par conséquent limité.

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

### Conseil des ADPIC du 29 novembre 2023

Conformément à la décision adoptée lors de la CM12, les Membres doivent se prononcer sur la reconduction ou non du **moratoire sur les plaintes en situation de non violation en lien avec l'accord ADPIC** lors de la 13<sup>ème</sup> Conférence ministérielle. Toutefois, lors de cette réunion du Conseil des ADPIC, **les Membres sont restés divisés sur cette question, certains pays développés souhaitant y mettre fin tandis que les pays en développement plaident pour qu'il soit prolongé voire établi de façon permanente.** Pour

rappel, les plaintes en situation de non-violation renvoient à la possibilité pour un Membre de l'OMC de recourir au règlement des différends s'il estime que l'action ou une mesure particulière d'un autre membre l'a privé d'un avantage découlant d'un accord de l'OMC même si aucune disposition spécifique de cet accord n'a été violée. L'objectif poursuivi est de préserver l'équilibre des avantages établi au cours de négociations multilatérales.

Les plaintes en situation de non violation peuvent ainsi concerner des marchandises ou des services.

De même, **les positions restent inchangées sur l'extension de la décision ministérielle sur les vaccins aux traitements et diagnostics contre la Covid-19**. Plusieurs Membres développés estiment en effet qu'une extension n'est pas

[ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr](mailto:ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr)

## Huitième « semaine pêche » - 4 au 8 décembre 2023

La 8ème semaine n'a pas permis d'aboutir à un texte quasi finalisé. Un accord à la CM13 reste néanmoins l'objectif.

Sur la démonstration de durabilité, **un système à deux niveaux d'exigence continue d'être exploré**. Le **critère pour identifier des pays** qui seraient soumis à davantage d'exigences est en discussion. Le projet du texte du président de septembre (RD/TL/RN/174) propose de cibler les [X] plus gros subventionneurs. Dans un document du 1<sup>er</sup> décembre (RD/TL/RN/184), le président propose deux autres options les pays engagés dans la pêche lointaine (au-delà de la juridiction nationale) ou ceux dont les subventions sont supérieures à 5% de la valeur des captures. Chaque option se heurte à des enjeux sur la disponibilité et la fiabilité des données.

Le **contenu de la démonstration est en débat**, une démonstration axée sur les résultats des mesures de gestion est proposée par certains tandis que d'autres estiment que la démonstration doit se limiter à l'intentionnalité des mesures.

S'agissant de l'interdiction des **subventions conditionnées à la pêche en eaux lointaines**, une nouvelle proposition chinoise propose une dérogation pour les subventions qui passeraient avec succès un test de durabilité encore renforcé.

Les discussions relatives au TSD se sont concentrées sur **l'exemption pour la pêche de subsistance**. Dans le

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

## Programme de travail sur le commerce électronique - 8 décembre 2023

Dans le cadre cette réunion, les Membres ont étudié trois **propositions de déclarations ministérielles** en vue de la treizième Conférence ministérielle qui se déroulera en février 2024.

- La première proposition, soutenue par 22 Membres et présentée par la Suisse et le Canada, appelle à la continuation de ce programme de travail et à la prolongation du moratoire sur les transmissions électroniques jusqu'à la CM14.
- La deuxième proposition, présentée par l'Afrique du Sud, demande de mettre fin au moratoire, la création d'un fonds en vue de lutter contre la fracture numérique et la redynamisation des travaux réalisés au sein de ce Comité sous l'angle du développement.

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

nécessaire, l'offre de traitements et de diagnostics excédant la demande, et serait même contreproductive pour l'innovation. Ils ont toutefois reconnu qu'il convenait de **discuter de la façon dont on pourrait, à l'avenir, stimuler et diversifier la production de produits pharmaceutiques via notamment le système des licences volontaires**.

document (RD/TL/RN/184), le président propose de maintenir une limite géographique de 12 ou 24 miles et d'élargir la définition de la pêche de subsistance.

Trois sessions thématiques ont été organisées, portant sur la démonstration axée sur les résultats, la pêche de subsistance et le système à deux niveaux (critères pour identifier les pays).

Suites :

- Le président a annoncé que le mois de janvier et de février seront intenses en réunion, sans donner de dates à ce stade.
- Le fonds pêche réunira son premier comité de pilotage le 31 janvier 2023. Ce comité doit établir les règles de fonctionnement du fonds et le processus de traitement des demandes de projet. En effet, les PMA et PED déposeront de telles demandes à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur les subventions à la pêche de juin 2022.
- 55 Membres ont déposé leurs instruments de ratification pour l'Accord sur les subventions à la pêche de juin 2022. 55 Ratifications supplémentaires sont nécessaires pour son entrée en vigueur.

- La troisième proposition, présentée par Samoa au nom du groupe des ACP, invite à intensifier les efforts dans le cadre des travaux de ce programme tout en gardant un angle développemental et à prolonger le moratoire jusqu'à la CM14.

Plusieurs Membres ont indiqué prendre note du **rapport réalisé conjointement par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Banque mondiale a été publié**. Ce dernier, intitulé « **Le commerce numérique au service du développement** », aborde le **lien entre commerce numérique et développement**.

### Initiative conjointe sur le commerce électronique - novembre 2023

Les quatre-vingt-dix Membres participants à l'initiative plurilatérale sur le commerce électronique se réunissaient à nouveau du 27 au 30 mars 2023 pour un nouveau cycle de négociations.

Comme à l'accoutumée, les participants de cette initiative conjointe sont revenus sur **les différents domaines thématiques** : communication utilisant la cryptographie, télécommunications et produits des technologies de l'information, paiement électronique, protection de la vie privée. Les questions des sujets transversaux, de la dimension développement et des droits de douane sur les transmissions électroniques sont restés en suspens suite à cette négociation.

[elinor.vandeveldede-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldede-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

Les co-coordonnateurs de l'initiative (Japon, Singapour, Australie) ont appelé à continuer les efforts en vue d'obtenir un accord. Ils ont cependant appelé à adopter une vision « **pragmatique** » entre « **ambition et inclusion** ». Ils ont ainsi souligné que certains domaines tels que les flux de données, la localisation et les codes sources nécessitaient davantage de discussions à ce stage et ont appelé à se concentrer sur des éléments plus prometteurs.

Afin de décrire les prochaines étapes qui vont se dérouler, un « texte de la Présidence » va être publié en janvier par les co-coordonnateurs.

## ZOOM

### L'OMC et la Genève internationale représentée à Paris lors de la Conférence organisée à l'occasion des 20 ans du Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC) - 8 décembre 2023.

Lors de la conférence organisée par la DG Trésor, l'Agence française de développement (AFD) et le Ministère des affaires étrangères pour fêter les 20 ans du PRCC, le Président du comité Commerce et développement, l'**Ambassadeur José Sanchez Fung de République Dominicaine** a participé à la première table ronde intitulée « L'aide au commerce : une solution aux défis mondiaux ? », en présence du DGA de l'AFD Bertrand Walckener et William Roos, chef de service à la DG Trésor.

Une représentante du **Centre du commerce international (CCI)** et de la DG INTPA de la Commission européenne étaient également présentes. La **Directrice exécutive de TESS Forum, Carolyn Deere Birkbeck** a modéré par ailleurs la deuxième session intitulée « Comment accompagner la structuration de chaînes de valeurs inclusives et durables ».

Enfin, le **Dr Adama Gueye, Chercheuse en commerce et compétitivité à la Faculté des sciences économiques du Sénégal et participant au programme des Chaires de l'OMC**, financé en partie par la France, a fait part de son expérience lors de la troisième table ronde intitulée « Comment soutenir l'accès aux marchés régionaux et internationaux des PMA africaines ».

Une conférence de très grande qualité et largement appréciée des participants !



Source photo DP OMC - Intervenants à la conférence PRCC

[Le Programme de renforcement des capacités commerciales | AFD - Agence Française de Développement](#)

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)



### Journée coton de l'OMC - 7 novembre 2023

**Le Comité consultatif international du coton (CCIC) a présenté les développements récents sur le marché mondial du coton et mis l'accent sur la transformation du coton et les gains de valeur ajoutée potentiels.** Le Bangladesh est venu étayer les propos et présenté sa *success story* grâce à son fort déploiement de l'industrie textile. Les pays du C4, la Côte d'Ivoire et les 36 pays africains producteurs ou exportateurs de coton et produits dérivés ont lancé un appel aux partenaires pour une intensification des ressources afin de lutter contre les insuffisances de compétitivité, la maîtrise de tous les segments de la chaîne de valeur, de la préservation des sols, la rationalisation des intrants, jusqu'à la transformation.

**Un focus a été apporté par l'ONUDI et l'ITC sur le mémorandum OMC-FIFA sur le développement de la filière coton et textile en Afrique.** La phase 1 de l'accord relatif à la faisabilité du projet est traitée par les partenaires institutionnels (ONUDI, OMC, ITC, Afreximbank) en lien avec les autorités locales. La deuxième phase comprendra

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

### Examen de politique commerciale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu - 7 et 9 novembre 2023

L'Examen de politique commerciale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu s'est déroulé les 7 et 9 novembre et a suscité l'envoi d'environ 400 questions écrites adressées par 18 Membres.

**L'Union européenne a rappelé l'ascension fulgurante de Taiwan, passé en 50 ans d'un pays à faible revenu à une des économies les plus prospères au monde,** doté d'un système d'éducation et de formation de qualité, et acteur clé dans les chaînes d'approvisionnement mondial.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

### Sous-comité des PMA - 8, 20 et 22 novembre 2023

**Le sous-comité des PMA s'est réuni à trois reprises pour examiner les demandes de prolongation des flexibilités telles que mentionnées dans la proposition des PMA pour une transition sans heurt des pays sortant de la catégorie des PMA (dite annexe 2).** Pour rappel, cette annexe 2 prévoit de prolonger pendant quelques années les flexibilités existantes dans les accords pour les PMA aux pays sortant de la catégorie des PMA. Ces flexibilités concernent par exemple la clause d'habilitation, la dérogation sur les services, les décisions de Bali et Nairobi

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

la mobilisation des fonds (publics et privés) et l'étude de l'offre et la demande locales (contrats, marques, clients, capacité institutionnelle).

**S'agissant des projets de développement, les fonds mobilisés sont en hausse par rapport à la dernière session.** Les pays africains ont également fait part de leurs besoins pour le projet régional « Routes du coton ».

**En matière de négociation agricole, il paraît difficile d'avoir des résultats sur le coton pour la CM13.** Les pays du C4 et Cote d'Ivoire ont rappelé que les mesures de soutien interne conduisaient à des distorsions et appelé les membres à plus de transparence, à répondre à leurs engagements en matière d'accès au marché et à supprimer toute mesure restrictive sur le coton.

**Un webinaire de présentation du « portail coton » (ITC-OMC) a été organisé en parallèle de la session.**

**L'UE est devenue le quatrième partenaire commercial de Taiwan, et le premier investisseur sur le territoire.**

Taiwan est un membre actif du système commercial multilatéral et a participé activement aux discussions et initiatives de l'OMC pendant la période à l'examen: Initiative conjointe sur le commerce électronique, MPME, négociations sur les subventions à la pêche.

Des membres ont demandé des efforts à Taiwan en matière SPS, énergétique, environnementale, propriété intellectuelle et marché publics.

sur les règles d'origine, les subventions dans l'Accord SMC et l'Accord sur l'agriculture, la facilitation des échanges etc. Enfin, les PMA reclassés pourraient continuer de bénéficier des programmes d'assistance technique de l'OMC pendant une certaine période.

Le Président du sous-comité, l'Ambassadeur de la République dominicaine, a fait part au Conseil général de décembre des progrès accomplis.

## Examen de politique commerciale de la Turquie - 13 et 15 novembre 2023

Le septième examen de politique commerciale de la Turquie s'est déroulé les 13 et 15 novembre 2023, sept ans après le précédent. En l'espèce, l'examen de politique commerciale a été réalisé sur la base d'un rapport fourni par le Secrétariat et d'un rapport fourni par le gouvernement turc. Des questions écrites ont été posées avant la séance. **Pour cet examen, elles étaient au nombre de 612, soumises par 24 délégations.** De plus, des questions ont été posées par les Membres en séance.

Les Membres ont félicité **la résilience de l'économie turque sur la période examinée alors que le pays a été touché par la pandémie de Covid-19.** Elle est ainsi l'un des rares pays qui a affiché un taux de croissance du PIB positif et ce même pendant la pandémie. Ils ont aussi félicité la Turquie pour les **différents plans de réformes qui ont été adoptés** : 11<sup>ème</sup> plan de développement (2019-2023), Stratégie relative à l'IED pour 2021-2023, stratégie d'exportation du pays pour 2023, programme de réforme économique pour 2021-2023. Cependant, plusieurs Membres ont souligné le

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtrésor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtrésor.gouv.fr)

## Semaine et comité SPS - du 13 au 15 novembre 2023

Le Comité SPS se réunit trois fois par an et est chargé d'examiner toutes les questions en lien avec la mise en oeuvre de l'Accord SPS de 1995.

**7 nouvelles PCS furent soulevées.** En particulier, le Japon a formulé une préoccupation à l'encontre de la Chine et de la Russie qui ont interdit les importations de produits de la mer à compter du 24 août 2023 en raison du rejet des eaux de refroidissement de la centrale Fukushima. 48 PCS antérieures ont été à nouveau soulevées.

**L'UE a formulé 16 PCS, toutes déjà soulevées.** Certaines préoccupations portent sur la lenteur des procédures d'approbation pour les importations notamment en Chine et en Inde. D'autres concernent la non reconnaissance par certains pays de la régionalisation pour l'IAHP et la peste porcine africaine. L'UE a à nouveau exprimé sa préoccupation «ESB» à l'encontre des pays qui maintiennent une interdiction d'importer de la viande bovine ou prolongent les procédures préalables à la reprise

[maria.cosme@dgtrésor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtrésor.gouv.fr)

## Comité Obstacles techniques au commerce - du 8 au 10 novembre 2023

Le Comité des Obstacles Techniques au Commerce (OTC) s'est déroulé du 8 au 10 novembre et fut précédé de deux sessions thématiques informelles le 7 novembre sur [les bonnes pratiques réglementaires](#) à l'aide d'outils numériques et [l'évaluation de conformité dans le champ du commerce électronique](#).

**La Chine a de nouveau présenté sa communication intitulée «Projet de déclaration ministérielle sur le renforcement de la coopération en matière de réglementation en vue de réduire les obstacles techniques au commerce»** qui vise à sensibiliser les ministres lors de la

**fort taux d'inflation** auquel fait face la Turquie et ont exprimé des préoccupations quant à **l'augmentation des taux NPF de la Turquie** par rapport aux taux qui étaient en vigueur lors du dernier EPC.

Les Membres ont félicité la Turquie pour sa **participation active au sein de l'OMC** dans le cadre des initiatives conjointes, des discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale et du groupe de travail sur le genre. Les Membres ont noté le **niveau élevé de notifications présentées par la Turquie**, bien que des progrès puissent être réalisés dans certains domaines tels que l'agriculture, la propriété intellectuelle et les accords de libre-échange.

Certains Membres ont encouragé la Turquie à rejoindre l'Accord sur les marchés publics (AMP) ainsi que l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire (AMPA).

des importations. L'UE a répondu 17 PCS. **Une nouvelle préoccupation émane de l'Afrique du Sud** estime que, la bactérie *Xylella Fastidiosa* n'étant pas présente sur son territoire, les inspections et tests prévues par la réglementation européenne (R2020/1201) sont trop exigeantes et coûteuses. Parmi les 16 PCS auxquelles l'UE a répondu, figurent en particulier les limites maximales de résidus (LMR) et le règlement européen (R2023/905) interdisant l'importation des animaux et des produits issus des animaux traités aux antibiotiques activateurs de croissance ou critiques pour la santé humaine.

**Le programme de travail sur les nouveaux défis SPS**, prévu par la déclaration SPS de la 12<sup>ème</sup> conférence ministérielle, s'est déroulé de septembre 2022 à mai 2023. Un document qui présente les conclusions du débat a été finalisé mi-novembre. Suite à l'objection d'un membre, le document n'est pas adopté par le comité.

prochaine conférence ministérielle du travail réalisé en comité OTC, essentiel en termes de coopération réglementaire. Dans la perspective d'une communication conjointe, des Membres se sont dits ouverts à travailler avec la Chine.

**Un rapport sur la coopération réglementaire dans le secteur de l'acier et de l'aluminium a été présenté lors de la COP 28.** Ce rapport revient sur des principes méthodologiques de mesure des émissions carbone et appelle à la collaboration entre les organisations pour disposer de normes interopérables.

Au total, 63 Préoccupations Commerciales Spécifiques (PCS) ont été soulevées en séance. 10 nouvelles PCS ont été soulevées dont 2 à l'encontre de l'UE portant sur les produits issus de la déforestation et sur le contrôle obligatoire des lots de produits pharmaceutiques. L'UE a

soulevé deux nouvelles PCS à l'encontre du Mozambique (évaluation et procédure de conformité des marchandises importées) et de l'Inde (norme et innocuité des aliments et boissons alcoolisées).

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## [Comité Commerce et Environnement \(CCE\) 13, 14 et 16 novembre et sessions de présentation des mesures environnementales de l'UE le 15 novembre 2023](#)

**Les mesures environnementales de l'UE ont été l'objet, encore une fois, de toutes les attentions durant cette semaine à l'OMC.** Outre des mises à jour en CCE, l'UE a également organisé des séances informelles dédiées au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et au règlement contre la déforestation et la dégradation des forêts pour répondre aux questions des membres.

**La Directrice générale a annoncé trois travaux analytiques à paraître lors de la COP 28:** un menu de 10 options de politiques commerciales pour le climat, un rapport sur les normes dans le secteur de l'acier et un rapport sur l'hydrogène vert. La plupart des Membres ont exhorté le Secrétariat de l'OMC à davantage de consultations. Les trois documents sont disponibles [ici](#).

**Une session spécifique portant sur la transition énergétique a été organisée.** D'autres sessions spécifiques, destinées à stimuler la fonction de délibération et à revigorer le CTE seront organisées après la CM13.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## [Groupe informel sur le commerce et le genre - 16 novembre 2023](#)

**Bien que les discussions ne soient pas achevées, les coordinateurs du groupe (UK, Salvador, Cap Vert) ont plaidé pour plusieurs livrables à la CM13.** 1) Un événement conjoint genre, MPME, TESSD de façon à mettre en synergies les trois thématiques, à [l'instar de la conférence organisée en octobre dernier](#); 2) un recueil sur l'accès au financement des entreprises dirigées par des femmes, encore en cours de consultation; 3) un paragraphe spécifique sur le genre dans la déclaration ministérielle; 4) une déclaration conjointe des coordinateurs pour faire part des travaux réalisés.

dans le monde et 66% en Afrique subsaharienne). Néanmoins, les femmes concentrent leurs activités sur des produits de base moins rentables que les hommes et réalisent ainsi des profits moindres. Le rapport suggère de combler ces écarts via **l'éducation et la formation, l'accès à la technologie et aux ressources et le renforcement de la sécurité foncière.**

**La FAO a présenté son rapport « [Le Statut de la femme dans les systèmes agro-alimentaires](#) ».** Le système agricole-alimentaire est un employeur majeur des femmes (36%

**Chili et Nouvelle-Zélande** ont présenté leur programme en faveur des femmes et leur impact, **l'ITC** a permis à ses collaborateurs venus d'Afrique, Asie, Amérique de présenter leur 16 **Shetrades Hubs** à travers le monde (ex. [SheTrades Hub en Gambie](#)).

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## [Comité du commerce des aéronefs civils - 17 novembre 2023](#)

Une délégation brésilienne était présente en séance, composée entre autres du Vice-Ministre du Ministère brésilien du développement, de l'industrie, du commerce et des services, Marcio Elias Rosa et la Secrétaire au commerce extérieur, Tatiana Prazeres. **Les Membres du Comité ont soutenu l'accession du Brésil à l'Accord dans les engagements tarifaires qui ont été présentés.** L'Accord ainsi que ces engagements vont donc être soumis au congrès national brésilien pour approbation. Il s'agit de la

première accession d'un Membre originel depuis l'entrée en vigueur de l'Accord dans cette configuration.

Les signataires de l'Accord ont ensuite **abordé les activités régulières du Comité:** (i) transposition de l'Annexe relative aux produits visés; (ii) mise en œuvre de l'Accord en particulier concernant la transparence; (iii) fonctionnement du Comité dans le cadre de la réforme de l'OMC.

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

## Comité Commerce et Développement - session ordinaire et sessions spécifiques - 17 et 24 novembre 2023

L'Inde a présenté une communication portant sur le **retraité développement de l'OMC et des suggestions de travaux à conduire**. Le document retrace sa perception des principales discussions lors de la retraite et propose des travaux complémentaires, notamment des évaluations des besoins en matière de développement, et l'identification d'indicateurs clés de performance sur le niveau d'industrialisation, la diversification, le commerce international et la relation avec les ODD.

**Le groupe africain a présenté de nouveau ses demandes en matière de *policy space* industriel notamment dans le**

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

**cadre des accords MIC, SMC et ADPIC et transfert de technologie**. Pour rappel, les communications plaident en faveur d'un « rééquilibrage » du système et des règles adaptées notamment au sein des accords MIC, SMC et ADPIC (subvention, contenu local et transfert de technologie) pour permettre la diversification des économies et la transition verte. Les Membres du groupe se sont dits ouverts à en discuter dans des instances dédiées, et sur la base de justification pour des nouvelles flexibilités au service du développement.

## Comité des Accords commerciaux régionaux - 20 novembre 2023

Les Membres ont une nouvelle fois discuté des **modifications à apporter au CACR pour améliorer son fonctionnement**. Elles concernent par exemple l'organisation de sessions thématiques ou l'utilisation de l'ordre du jour annoté.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réalisé une présentation conjointe sur Accord commercial de rapprochement économique à l'occasion de son 40ème anniversaire.

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

Comme à l'accoutumée, plusieurs Membres ont notifié l'entrée en vigueur de nouveaux accords. Ils ont aussi présenté des accords déjà existant et décrit les modifications apportées à d'autres.

Le rapport annuel du Comité a été adopté, après que des modifications proposées par deux Membres aient été réalisées.

## Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale (TESSD) - 20 et 21 novembre 2023

**Pour la CM13, le TESSD prévoit une déclaration des coordinateurs, accompagnée de 4 annexes déjà largement discutées, et un programme de travail**. Le projet de déclaration et le programme de travail pourraient être complétés d'une proposition de projet pilote/plateforme numérique en lien avec les biens et services environnementaux bien que les Membres aient fait un accueil réservé à ce potentiel nouvel outil. Un événement co-organisé avec les deux autres initiatives plurilatérales (Dialogue sur les plastiques et Réforme des subventions aux énergies fossiles) est également en projet pour la CM13.

**La première des annexes devant accompagner le projet de déclaration traite des mesures climatiques liées au commerce**. Il porte sur les bonnes pratiques des membres en matière de transparence, de conception, d'évaluation de l'impact des mesures et de considérations relatives à l'élaboration de politiques.

**La seconde des annexes est un résumé analytique des discussions sur les biens et services verts**. Le document liste les biens et services dans le secteur des énergies renouvelables et les barrières qu'ils rencontrent. Le document recense également les défis auxquels sont confrontés les PED (infrastructures, accès à la technologie,

main d'œuvre qualifiée, financement, environnement réglementaire, etc.). Enfin, le document présente des voies à suivre pour promouvoir le commerce des biens et services verts (coopération, harmonisation réglementaire, transparence, facilitation des échanges, etc).

**La troisième annexe est une cartographie des aspects de politique commerciale favorisant l'économie circulaire**. Elle recense des pratiques et des mesures identifiées par le Secrétariat de l'OMC favorisant l'économie circulaire par activité et objectifs (ex. réduire, réparer, réutiliser, etc.), par nombre de notifications à l'OMC. Le document dresse aussi la liste des domaines d'action liés au commerce en matière d'économie circulaire et les travaux complémentaires utiles de mener encore dans le cadre OMC (ex. cartographie des normes, pratiques d'écoconception, gestion des déchets, renforcement des capacités des régulateurs et des douanes, etc.).

**La quatrième annexe traite de la conception des subventions**. Elle recense notamment les pratiques des Membres et propose des pistes pour leur conception et leur transparence dans le domaine des subventions agricoles et des subventions liées à la transition vers une économie bas carbone.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)



## Examen de politique commerciale de l'Albanie - 22 et 24 novembre 2023

11 membres se sont exprimés lors du troisième Examen de politique commerciale de l'Albanie qui s'est déroulé les 22 et 24 novembre.

**L'Union européenne a largement soutenu l'Albanie lors de cet Examen et rappelé le processus d'adhésion en cours qui devait permettre d'aligner la législation albanaise sur l'acquis communautaire.** Plusieurs membres ont salué cette négociation et rappelé l'intérêt de la convergence des normes.

**Les Membres ont souligné la résilience du pays après la pandémie de covid 19, le tremblement de terre de 2019 et la guerre en Ukraine; le taux de croissance durant la période s'élevant à 3,2%.**

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Comité Commerce et Développement, Session spécifique sur les petites économies - 22, 24 novembre et 1er décembre 2023

**Trois séances auront été nécessaires pour que les membres s'accordent sur un projet de décision ministérielle. Le projet donne pour instruction de poursuivre l'analyse sur les défis et opportunités des petites économies et de les aider à mieux intégrer le système commercial international.** Dans le cadre du programme de travail sur les petites économies, le projet de décision demande au Secrétariat de l'OMC de produire des analyses dans le champ de l'économie numérique, des chaînes d'approvisionnement, des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Comité Commerce et Développement - session spéciale - 23 novembre 2023

**S'agissant du Traitement spécial et différencié (TSD) relatif aux accords OTC et SPS, les membres ont convergé pour poursuivre les discussions et progresser le plus possible d'ici-là CM13.** Pour rappel le G90 avait diffusé le 28 février une communication sur « 10 propositions axées sur des accords particuliers concernant le traitement spécial et différencié ». Le 22 mai, il diffusait une communication relative au TSD dans les accords OTC et SPS (des délais plus longs pour les commentaires et pour la mise en conformité et une assistance technique et financière). Etant donné le caractère peu prescriptif et opérationnel des articles relatifs au TSD dans les Accords OTC et SPS et du nombre élevé de notifications SPS et OTC par an (environ 6000), l'UE a proposé de définir des bonnes pratiques en matière de notifications, transparence et assistance technique.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Dialogue sur les Plastiques - 23 novembre 2023

**Les ambitions du Dialogue sur les plastiques, réuni en session préplénière, ont été remises en cause par certains Membres.** Deux types de documents étaient à l'étude de

Malgré sa petite délégation à Genève, les Membres ont salué la participation active de l'Albanie à l'OMC, notamment au sein des plurilatérales, la ratification de l'Accord sur la pêche et sa volonté de reprendre son processus d'adhésion à l'Accord sur les marchés publics (AMP).

Quelques Membres ont estimé que certaines lignes tarifaires du pays étaient excessives et demandé également des efforts en termes de notification des mesures de soutien interne dans le domaine agricole.

De plus, le CCD, réuni en session spécifique, continuera de suivre l'évolution des propositions des petites économies dans les organes de l'OMC et dans les groupes de négociation afin de trouver des solutions visant une intégration plus importante des PEV (petites économies vulnérables) dans le système commercial multilatéral.

Ce projet de décision, qui vient étoffer le paquet développement pour la prochaine Conférence ministérielle, a été présenté au Conseil général de décembre.

**Le G90 devrait diffuser d'autres propositions d'ici le 15 décembre.** Le G90 a diffusé trois nouvelles communications relatives à l'accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), la section B de l'article XVIII du GATT (balance des paiements), et l'article 66.2 des ADPIC (transfert de technologie et PMA). D'autres communications devraient suivre.

**La Présidente du CTDss, l'Ambassadrice de Djibouti,** a salué les démarches constructives des Membres et les a invités à être vecteur de solution pour la CM13.

cette session : un projet de déclaration (des ministres ou des coordinateurs) et un projet de compilation/recueil de pratiques et de produits substituables aux plastiques. Un

des Membres n'a pas souhaité qu'il soit fait état « d'instrument international contraignant » dans le projet de déclaration considérant que la CIN-3 (Comité intergouvernemental de négociation d'un Traité pour un

instrument contraignant en matière de pollution par les plastiques) n'avait pas donné les résultats escomptés. La plupart des Membres, dont l'UE, restent toutefois très engagés dans le processus. Les coordinateurs devraient définir les prochaines étapes à venir avant la CM13.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Réunion de l'Organe de règlement des différends du 27 novembre 2023

Une réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) s'est tenue le 27 novembre 2023 au cours de laquelle un groupe spécial a été établi afin d'examiner les droits compensateurs imposés par l'Union européenne sur les importations de biodiesel en provenance d'Indonésie.

L'Inde a présenté sa récente communication conjointe avec l'Égypte et l'Afrique du Sud appelant à la formalisation immédiate du processus informel.

### • Etablissement d'un groupe spécial dans l'affaire du biodiesel opposant l'Indonésie à l'UE

L'Indonésie a présenté sa deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial chargé de déterminer si les droits compensateurs imposés par l'UE sur les importations de biodiesel en provenance d'Indonésie sont conformes aux règles de l'OMC. Pour rappel, l'UE avait refusé la première demande de l'Indonésie lors de la réunion de l'ORD du 26 octobre.

[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

## Comité sur l'agriculture - 27 et 29 novembre 2023

Le Comité sur l'agriculture se réunit quatre fois par an. Il est chargé d'examiner toutes les questions en lien avec la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture de 1995.

7 nouvelles préoccupations et 32 préoccupations déjà soulevées ont été présentées. Elles ont abordé des mesures mises en oeuvre, en particulier relatives aux soutiens, à la gestion des contingents d'importation et aux restrictions aux exportations. Parmi les questions déjà soulevées, les membres ont interrogé notamment sur le soutien des USA aux agriculteurs dans le cadre de l'I.R.A., sur la politique européenne de lutte contre la déforestation, sur les aides agricoles chinoises classées en boîte bleue, sur les stocks

[maria.cosme@dgtresor.gouv.fr](mailto:maria.cosme@dgtresor.gouv.fr)

## Conseil du commerce des marchandises - 30 novembre et 01 décembre 2023

Le Conseil du commerce des marchandises (CCM) s'est réuni pour la troisième fois de l'année en session formelle les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2023. Comme à l'accoutumée, les réunions du CCM sont l'occasion de rechercher, par la diplomatie et la pédagogie, la résolution de leurs préoccupations commerciales spécifiques.

**Lors de ce Conseil, 44 préoccupations commerciales ont été examinées, dont neuf nouvelles dans ce Conseil.** Certaines présentaient une nature technique, ayant précédemment été soulevées dans les organes subsidiaires du CCM, et pourraient être résolues grâce aux négociations

**L'ORD a accepté la demande d'établissement du groupe spécial.** Les États-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège, la Fédération de Russie, la Thaïlande, Singapour, le Japon, le Canada, la Chine, l'Argentine et la Turquie ont réservé leurs droits de tierce partie pour participer aux procédures du groupe spécial.

### • Présentation par l'Inde de sa communication conjointe avec l'Afrique du Sud et l'Égypte sur le processus informel de réforme du système de règlement des différends

Au titre de questions diverses, l'Inde a présenté la communication conjointe de l'Égypte, de l'Inde et de l'Afrique du Sud diffusée le 24 novembre, intitulée « Réflexions sur la réforme du système de règlement des différends de l'OMC ». L'Inde a appelé à la formalisation immédiate des discussions afin d'obtenir des résultats « équilibrés et équitables ».

publics indiens. Depuis le dernier comité en septembre, 54 nouvelles notifications sont intervenues et ont été soumises à des interrogations et demandes de clarification.

Suite au programme de travail sur l'insécurité alimentaire, qui s'est déroulé en 2023, en application de la déclaration de la CM12 sur l'insécurité alimentaire, un projet de rapport et de recommandations (RD/AG/120Rev2) a fait l'objet d'échanges. Un nombre très réduit de membres n'a pas pu se rallier au projet.

Prochaine réunion : mars 2023

tenues au sein de l'OMC à Genève. Cependant, d'autres préoccupations étaient caractérisées par une nature géopolitique et géostratégique et nécessiteront certainement une implication politique de haut niveau.

Les questions et commentaires soulevés à l'égard de l'Union européenne ont principalement concerné ses mesures environnementales, qu'elle a expliqué à nouveau lors de ce Conseil. **L'Union européenne a fait l'objet de trois nouvelles préoccupations commerciales (dont une adressée à la France) et a soulevé, ou participé de, l'expression de neuf préoccupations commerciales**

relatives aux produits cosmétiques, à la transparence en matière de notification des subventions, aux produits alimentaires, aux diverses mesures restrictives frappant les importations et/ou les exportations de certains Membres.

Les Membres ont aussi abordé les questions de **mise en œuvre de la CM12** :

- Adoption d'un projet de rapport sur la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19 et la préparation aux pandémies futures en vue de la présenter au Conseil général. Il regroupe les enseignements tirés par

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

## Comité du commerce des services financiers - 01 décembre 2023

Les Membres sont revenus sur la **proposition de séminaire thématique sur le coût des services d'envoi de fonds** et sur la communication du Président relative à la **discussion spécifique sur la technologie financière (fintech) et l'inclusion financière**.

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

## Conseil du commerce des services - 07 décembre 2023

Le Conseil du commerce des services (CCS) s'est réuni pour la dernière fois de l'année le 07 décembre 2023. La veille, les Membres avaient pu aborder de façon plus **spécifique la question des services touristiques post-COVID-19** dans le cadre d'un séminaire.

Comme à l'accoutumée, les Membres sont revenus sur des **points récurrents** à l'ordre du jour qui découlent de la mise en œuvre de la CM12. Ils concernent la mise en œuvre de la dérogation concernant les services pour les PMA, le programme de travail sur le commerce électronique, l'amélioration du fonctionnement du Comité et la réponse

[elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr](mailto:elinor.vandeveldde-corbeaux@dgtresor.gouv.fr)

## Tour d'horizon annuel de l'évolution de l'environnement commercial international - 07 décembre 2023

Le tour d'horizon annuel de l'évolution de l'environnement commercial international mené par l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) s'est tenu le 7 décembre 2023. La Directrice générale a présenté les principales conclusions de son rapport de suivi du commerce de l'OMC sur les évolutions liées au commerce. La DG fait le constat d'une **croissance lente du commerce mondial, impacté par les différentes crises géopolitiques et climatiques actuelles**.

Plusieurs Membres, dont l'UE, les Etats-Unis et la Chine, ont déploré un manque de transparence et une baisse générale des notifications par les Membres dans l'ensemble des organes et comités de l'OMC.

- **Une baisse de la croissance du volume du commerce mondial face aux différentes crises mondiales**  
La DG a souligné l'impact des multiples crises climatiques et géopolitiques sur l'économie mondiale. La guerre dans

les Membres et compile les travaux qui ont été réalisés par le CCM et ses organes subsidiaires.

- Adoption d'un rapport sur l'amélioration du fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires en vue de le présenter au Conseil général. Ce dernier décrit les 127 mesures qui ont été mises en place par le CCM et ses organes subsidiaires en vue de cet objectif.

La prochaine réunion du Conseil du commerce des marchandises est prévue les 30 avril et 01 mai 2024.

Ils ont aussi mené des discussions relatives aux travaux futurs du Comité et à l'amélioration de son fonctionnement. Le rapport annuel du commerce a aussi été adopté en vue de le présenter au Conseil général.

de l'OMC à la pandémie de Covid-19 et la préparation aux pandémies futures.

Les Membres ont aussi **continué le cinquième examen des exemptions NPF et l'examen de préoccupations commerciales liées aux services**. Ces dernières, toutes déjà soulevées lors du précédent CCS, avaient pour objet les mesures prises par le Vietnam et la Chine concernant la cybersécurité, les mesures de l'Australie relatives à la 5G, les mesures des Etats-Unis et de l'Inde ayant pour effet de restreindre le commerce des services.

certaines parties du Moyen-Orient ajoute également à l'incertitude de l'économie mondiale. Par conséquent, la croissance du volume du commerce mondial de marchandises devrait **ralentir à 0,8 % en 2023** (contre une estimation précédente de 1,7 %), avant de remonter à 3,3 % en 2024.

- **Une hausse significative des restrictions à l'exportation depuis 2020**

Le rapport met en évidence une **intensification du rythme de mise en œuvre des mesures de restrictions à l'exportation depuis 2020**. A la mi-octobre 2023, 75 restrictions à l'exportation de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et d'engrais étaient en place au niveau mondial, ainsi que 20 restrictions à l'exportation liées à la COVID-19.

**Au cours de la période examinée, les Membres de l'OMC ont cependant introduit plus de mesures de facilitation**

**des échanges (303) que de mesures de restriction des échanges (193)** sur des marchandises non liées à la pandémie. En 2023, les échanges couverts par les restrictions à l'importation en vigueur ont été estimés à 2 480 milliards d'USD, soit près de 10% du total des importations mondiales.

- **Un manque de transparence accru au sein des différents comités et organes de l'OMC**  
[clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr](mailto:clara.schoepf@dgtresor.gouv.fr)

## **Examen de politique commerciale de Hong Kong Chine - 6 et 8 décembre 2023**

L'Examen de politique commerciale s'est déroulé le 6 et 8 décembre et fut conduit par la cheffe de délégation Mme Maggie Wong, Directrice générale du commerce et de l'industrie.

**L'UE s'est félicitée que cette économie, tournée vers l'extérieur, occupe un rang élevé en termes de commerce de marchandises, de transactions financières et de capitalisation boursière.** Elle s'est également réjoui qu'Hong Kong, Chine ait rejoint diverses Initiatives de l'OMC tel que l'Arrangement d'arbitrage d'appel provisoire

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## **Adoption du budget de l'OMC 2024-2025**

Lors du Conseil général de mi-décembre 2023, **les Membres ont approuvé une augmentation du budget ordinaire de l'OMC de 3,6% pour la période 2024-2025 ce qui met fin à douze ans de croissance nominale nulle.** Cette augmentation, qui porte le budget de l'OMC à 204,9 millions CHF, permettra de couvrir l'augmentation des

[ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr](mailto:ellen.verdure@dgtresor.gouv.fr)

## **Examen de politique commerciale du Chili - 11 et 13 décembre 2023**

**Le sixième Examen de politique commerciale du Chili s'est déroulé le 11 et 13 décembre à l'OMC** et a suscité l'envoi de plus de 300 questions écrites de la part de 24 pays.

Les Membres ont souligné à quel point **l'économie chilienne avait bénéficié de son ouverture et de son intégration dans l'économie mondiale. Le PIB par habitant du Chili est l'un des plus élevés d'Amérique latine** et son ratio commerce/PIB de 75 % démontre de son ouverture commerciale. **Le Chili a conclu 33 accords commerciaux avec 65 économies**, qui couvrent 88 % du PIB mondial. 96 % de son commerce extérieur est destiné aux pays avec lesquels le Chili a des accords. Sur ce nombre total d'accords, 25 sont des accords avec des économies individuelles, tandis que les autres sont conclus avec des blocs d'économies.

**L'Union européenne a rappelé que le Chili était un partenaire clé. Au cours des 20 dernières années, le commerce bilatéral entre le Chili et l'UE a augmenté de 150 %. L'UE est la première source d'IDE au Chili**, les flux d'investissement ayant doublé en 20 ans. L'UE a également

Les Etats-Unis, l'UE, la Chine, la Suisse et le Royaume-Uni ont déploré la **tendance générale de baisse des notifications au sein des différents comités de l'OMC** face à une hausse des recours aux subventions.

La DG a rappelé la mise en place, début 2023, d'une plateforme numérique permettant de présenter et de vérifier les mesures commerciales des Membres.

multipartite (MPIA) et plus récemment, ait accepté l'Accord sur les subventions à la pêche.

Elle a fait part également de ses préoccupations en matière d'importations de produits agroalimentaires et de passation de marchés publics. Forte d'une communauté de 1600 entreprises, l'UE s'est dite préoccupée également par les changements intervenus dans le climat des affaires et demandé notamment des compléments d'informations sur la liberté d'information et le système judiciaire indépendant qui restent des critères importants pour les entreprises de l'UE.

dépenses obligatoires et essentielles liée notamment à l'inflation. L'augmentation du budget du Centre commercial international, financé à parts égales par l'OMC et la CNUCED, a également été approuvée pour un montant de 725 000 CHF.

été heureuse d'annoncer en séance **la conclusion d'un nouvel accord-cadre, moderne et plus complet avec le Chili, signé le 13 décembre** qui exempte 99 % des échanges commerciaux entre l'UE et le Chili des droits de douane, permet un meilleur accès à l'investissement et aux appels d'offres pour les marchés gouvernementaux, et contient des engagements majeurs en matière de commerce durable.

**Les Membres ont largement salué le leadership de l'Ambassadrice Sofia Boza**, son rôle en tant que **Coordinatrice de la facilitation de l'investissement pour le développement, sa présidence du Groupe de travail sur le commerce et le transfert de technologie** et son rôle actif autour des travaux sur le genre. Le Chili participe également à l'Arrangement d'arbitrage d'appel intérimaire multipartite et est à jour de ses notifications.

Des Membres ont demandé au Chili d'adhérer à l'accord sur les technologies de l'information et à l'accord sur les marchés publics, ont posé des questions sur son système



de protection de la propriété intellectuelle et sur certaines de ses politiques sectorielles.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## Lecture présidentielle de l'OMC – Macky Sall- Président du Sénégal - 13 décembre 2023

**Le Président du Sénégal, Macky Sall, était l'invité des lectures présidentielles de l'OMC le 13 décembre dernier.** En présence de la Directrice générale et des Membres de l'OMC, il a pu défendre sa vision des rapports internationaux et **plaidé pour un commerce qui profite à tous.**

Selon lui, le commerce doit participer au renforcement des chaînes de valeur mondiales, à la création d'emplois et la production de valeur ajoutée dans les pays en développement, seules conditions pour enrayer les crises

migratoires. Pour cela, **les règles du jeu doivent être équilibrées, justes et inclusives.** Il a notamment plaidé en faveur de **l'approfondissement des règles en matière de surpêche, dans le champ de la santé, et celui des subventions agricoles.** Il a plaidé pour un impôt sur le numérique et les industries extractives.

Le président Macky Sall s'est également **fait le porte-parole de la réforme du système de gouvernance mondiale et a salué la présence de l'Afrique au G20 depuis septembre 2023.**



Source DP France OMC

**Il a rappelé enfin les formidables potentialités qu'offraient le continent africain et la ZLECAF et plaidé pour un partenariat gagnant-gagnant** avec des investissements à

développer en premier lieu en direction des infrastructures, du numérique et de la transition énergétique.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## ACTIVITÉS DE LA FRANCE A L'OMC

### La DP de l'OMC a organisé une session sur la pêche avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) le 7 décembre 2023

**Dans le cadre de la présidence de la commission commerce et développement durable du Groupe des Ambassadeurs Francophones (GAF) à Genève,** la Délégation permanente de la France auprès de l'OMC et celle du Congo, ont organisé, avec l'OIF, une session conjointe sur l'Accord sur

les subventions à la pêche de phase 1 et fait un état des lieux des négociations de phase 2. En présence d'experts indépendants, les ambassadeurs francophones ont été encouragés à ratifier l'Accord de juin 2022 et à poursuivre les négociations en cours.

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

### Clôture de la session 2023 du programme franco-irlandais de stages dans les missions (FIMIP) le 7 décembre 2023

Aux côtés du DGA Paugam, de la Représentante permanente adjointe de l'Irlande et de la directrice de l'Institut de formation et de coopération technique, le Représentant permanent de la France auprès de l'OMC,

Etienne Oudot de Dainville, a participé à la session de clôture du programme franco-irlandais 2023 d'accueil de stagiaires dans les missions. Il a rappelé à cette occasion à quel point la France était fière de co-financer

programme fortement apprécié des stagiaires et des ambassadeurs et qui profitait en grande partie aux pays les moins avancés. Il a conclu son propos en insistant sur la richesse de cette expérience interculturelle et humaine.

Nous souhaitons bon retour aux stagiaires dans leurs pays respectifs !



Source Photo DP OMC

[stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephanie.bertrand-trouillard@dgtresor.gouv.fr)

## VIE DE LA DÉLÉGATION

Cette délégation a accueilli, le 1 novembre, une nouvelle volontaire Internationale en administration (VIA). Il s'agit d'Elinor VANDELDE CORBEAUX. Elinor est diplômée de Sciences Po Lille avec en main un Master en Stratégie, Intelligence économique et Gestion des Risques. Elle est

aussi titulaire d'un Master of Laws (LL.M) de l'Université de Cardiff au Royaume-Uni. A la Délégation, Elinor s'occupera en tant que Conseillère des « Biens et Services ».

\*\*\*

*De la part de toute l'équipe de la délégation permanente*



## CALENDRIER DE L'OMC

### Mois de Décembre 2023

#### **1er**

Conseil du commerce des marchandises

Comité du commerce et du développement - Session spécifique sur les petites économies

Comité du commerce des services financiers

#### **4**

Réunion informelle ouverte du Groupe de négociation sur les règles (subventions à la pêche) - Chefs de délégation

- Séance d'ouverture de la Semaine de la pêche

Réunion informelle - Comité de l'accès aux marchés

Réunion informelle de l'Organe d'examen des politiques commerciales

Simply Services : Base de données sur les politiques commerciales des services de la BM et de l'OMC 2023

#### **5**

Réunion informelle ouverte - Groupe de négociation sur les règles (subventions aux pêcheries)

NG Rules - Sessions thématiques interactives

#### **6**

Comité des marchés publics

Services - Séance de partage d'expériences sur la COVID-19 et le commerce des services - Services touristiques  
Organe d'examen des politiques commerciales - Hong Kong, Chine  
NG Rules - Sessions thématiques interactives

**7**

Conseil du commerce des services  
Groupe de travail informel sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)  
Réunion informelle - Comité des obstacles techniques au commerce Groupe de travail sur la transparence  
Organe d'examen des politiques commerciales - Tour d'horizon de l'évolution de l'environnement Com Inter  
Règles NG - Session thématique interactives

**8**

Réunion informelle ouverte du Groupe de négociation sur les règles (subventions à la pêche)  
Organe d'examen des politiques commerciales - Hong Kong, Chine  
Groupe informel des pays en développement  
Programme de travail sur le commerce électronique - Discussion spécifique  
Réunion informelle du Comité du budget, des finances et de l'administration

**11**

Réunion informelle ouverte - Comité du commerce et de l'environnement  
Organe d'examen des politiques commerciales - Chili  
Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce - Séances de sensibilisation en ligne, Pacifique  
Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce - Séances de sensibilisation en ligne, Asie  
Symposium annuel sur l'agriculture « Commerce illicite des denrées alimentaires et fraude alimentaire »

**12**

Comité du budget, des finances et de l'administration  
Réunion formelle du Comité des négociations commerciales et réunion informelle des Chefs de délégation  
Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce - Séances de sensibilisation en ligne

**13**

Organe d'examen des politiques commerciales - Chili  
Réunion informelle du Sous-Comité des pays les moins avancés  
Discussions structurées sur la facilitation de l'investissement pour le développement (Initiative Conjointe)  
Réunion d'Information par l'Équipe spéciale des Émirats Arabes Unis sur les arrangements logistiques relatifs à la treizième Conférence ministérielle  
Conférence présidentielle : S.E. M. Macky Sall, Président du Sénégal  
Le financement du commerce dans la région du Mékong

**13, 14, 15**

CONSEIL GÉNÉRAL

**18**

Organe de règlement des différends

**19**

Séance d'information technique sur la Stratégie du Secrétariat pour 2030  
WPSTE - Session de formation : Comment se conformer aux exigences de notification STE

## Mois de janvier 2024 - réunions connues à ce jour

**09**

Groupe de travail de l'accession de l'union des Comores

**11**

Groupe de travail de l'accession du Timor-Leste  
Réunion informelle du Sous-Comité des pays les moins avancés

**22**

Comité du commerce et du développement – Session sur Aide pour le commerce

**25**

Réunion informelle – comité de l'accès aux marchés  
Programme de travail sur le commerce électronique

**26**

Organe de règlement des différends

**29**

COP28 et Commerce de l'Agriculture

Rédacteur en chef et responsable de la publication : Etienne OUDOT DE DAINVILLE  
Réalisation et diffusion : Laurence JACQUES  
Parution le 20/12/2023

Délégation permanente de la France auprès de l'OMC  
58 rue de Moillebeau - 1209 Genève - Suisse  
Courriel : [geneve@dgtresor.gouv.fr](mailto:geneve@dgtresor.gouv.fr)

**Ministère de l'Economie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle et numérique**  
Retrouvez tous nos numéros sur notre site : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Rp-Dp/81>